

N°88/CA du répertoire

N° 2004-123/CA du greffe

Arrêt du 08 novembre 2007

Affaire : HOUNYE Edmond

C/

- Préfet Atlantique
- Ganvie HOUETIN HEBEEKPON
et Affokpé TOTINDA

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date du 30 juin 2004, enregistrée au greffe de la Cour le 2 septembre 2004 sous le n° 1217/GCS, par laquelle Monsieur HOUNYE Edmond, domicilié au carré 911 parcelle A quartier Agbondjèdo Akpakpa Cotonou, a introduit un recours pour excès de pouvoir aux fins d'annulation de l'arrêté n°2/268/DEP-ATL/CAB/SAD du 31 avril 2003 du préfet du département de l'Atlantique ;

Vu la mise en demeure par lettre n° 3210/GCS du 16 septembre 2004 en vue de la consignation légale conformément aux dispositions de l'article 45 de l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966, adressée au requérant ;

Vu le mémoire ampliatif de Maître Yèdé Hippolyte conseil du requérant enregistré le 27 janvier 2005 au greffe de la Cour sous le n° 116/GCS ;

Vu la communication faite au préfet du département de l'Atlantique pour ses observations par lettre n° 0617/GCS du 09 février 2005, de la requête, du mémoire ampliatif et des pièces du requérant ;

Vu le mémoire en défense de Maître Alexandrine F. Saïzonou Bédié conseil du Préfet de l'Atlantique enregistré au greffe de la Cour le 02 mai 2006 sous le n° 431/GCS ;



[Signature]

88

*Acte grosse de l'arrêté à M^{re} HOUNYE Edmond Ref/GB00068E
Vu ce 03/2/08 Paulin
Reste 78*

*Notifié par 4 n° 0245/GCS du 05/02/2008
0301-0302-0303/GCS du 07/02/2008
0313-0314/GCS du 11/02/2008*

Vu la communication faite aux héritiers Ganvie Houetien Hébéekpon, intervenants volontaires, pour leurs observations, par lettre n° 0720/GCS du 16 février 2005, n° 1790 et n° 1791/GCS du 17 mai 2005 ;

Vu le mémoire en défense de Maître Amoussou Cosme, avocat à la Cour, conseil des intervenants ;

Vu la communication faite au requérant pour ses répliques, par lettre n° 3210/GCS le 14 septembre 2005, des mémoires en défense et pièces du préfet de l'Atlantique et des intervenants ;

Vu le mémoire en réplique de Maître Yédé Hippolyte et celui en contre réplique de Maître Alexandrine Saïzonou-Bédié ;

Vu la consignation constatée par reçu n° 2961 du 21 octobre 2004 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la cour suprême, remise en vigueur par la loi N°90-012 du 1^{er} Juin 1990 ;

Où le conseiller **Jérôme O. ASSOGBA** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Lucien A. DEGUENON** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

En la Forme

Considérant que le Préfet de l'Atlantique par l'organe de son Conseil, Maître SAIZONOU-BEDIE Alexandrine conclut à l'irrecevabilité du présent recours au motif que le requérant n'a pas rapporté la preuve du dépôt à l'Administration de son recours gracieux et ce en violation de l'article 68 de l'Ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 et de la jurisprudence constante de la Cour qui exigent que le requérant procède à un recours gracieux avant la saisine de la Haute Juridiction d'une part et qu'il justifie à cette dernière



que cette formalité préalable a été accomplie et effectivement reçue de l'Administration d'autre part ;

Qu'il soutient de même qu'en justifiant l'accomplissement de cette formalité après un rappel par le juge administratif, le requérant doit être déclaré irrecevable.

Considérant qu'une requête atteinte d'irrégularités est valable dès lors qu'il ne s'agit pas d'irrégularités emportant une nullité d'ordre public et que lesdites irrégularités peuvent être couvertes en cours d'instance ;

Considérant que le défaut de preuve lors de la saisine du juge de ce que la formalité de recours gracieux a été régulièrement accomplie n'emporte pas une sanction d'ordre public ;

Que cette preuve peut être valablement rapportée par le requérant en cours d'instance à la demande de la juridiction administrative ;

Considérant que dans le cas d'espèce, le requérant a justifié l'accomplissement régulier de la formalité de recours gracieux prévu par l'article 68 de l'Ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 sur invitation du juge administratif après sa saisine et en cours d'instance ;

Que par conséquent le moyen d'irrecevabilité soulevé par l'Administration tiré du défaut de preuve d'un recours gracieux régulier doit être écarté ;

Considérant que le recours de Monsieur HOUNYE Edmond est régulier pour être intervenu dans les forme et délai ;

Qu'il y a lieu de le déclarer recevable

Au Fond

Considérant que le requérant développe qu'il a acquis courant 1980 une parcelle de terrain d'une superficie de 249 m² sis à Agbondjèdo Akpakpa ;

Que la superficie de cette parcelle relevée à l'état des lieux sous le n°2739 ayant été déclarée insuffisante pour être recasée, il a acquis auprès de la Collectivité



[Signature]

88

HOUNMENOU GNONLONFOUN une autre parcelle d'une superficie de 251 m² relevée à l'état des lieux sous le n°2641 dont il a demandé la fusion avec la première ;

Que la fusion des superficies de ces deux parcelles par les services compétents a permis de lui attribuer la parcelle A du lot 911 sur laquelle il a érigé un bâtiment en matériaux définitifs ;

Que troublé dans la jouissance de son droit sur cette parcelle par Monsieur Affokpé TOTINDA, il a saisi d'une plainte, d'abord le Préfet de l'Atlantique qui n'y a donné aucune suite, et ensuite le Ministre de l'intérieur qui après enquête et analyse a enjoint au Préfet de confirmer ses droits sur cette parcelle ;

Que conformément aux instructions du Ministre, l'arrêté n°2/353/DEP/ ATL/CAB/SAD du 12 juin 2001 a été pris pour d'une part retirer ladite parcelle à Monsieur Affokpé et la lui attribuer, d'autre part attribuer la parcelle F du lot 915 à Monsieur Affokpé en remplacement de celle qui lui a été retirée ;

Que cet arrêté préfectoral comportant quelques erreurs relatives au lot et aux destinataires des ampliations, il a sollicité sa rectification au Préfet qui la lui a accordée par l'arrêté n°2/20/DEP-ATL/CAB/SAD du 27 février 2003 portant rectificatif de l'arrêté n°2/353/DEP-ATL/CAB/SAD du 12 juin 2001 ;

Que le sieur Affokpé TOTINDA et autres qui ont continué à le troubler dans la jouissance paisible de son bien ont pu obtenir du Préfet la délivrance de l'arrêté n°2/268/DEP-ATL/CAB/SAD du 31 avril 2003 ayant abrogé les dispositions de l'arrêté n°2/20/DEP-ATL/CAB/SAD du 27 février 2003 ;

Que, contre cet arrêté abrogatoire qui ne lui a pas été notifié et dont il a eu connaissance fortuitement le 27 avril 2004, il a exercé un recours gracieux le 28 avril 2004 en vue de son retrait ;

Que le préfet du département de l'Atlantique n'ayant pas donné une réponse à son recours, il sollicite que la Haute Juridiction mette fin à cette illégalité en raison d'une



part de l'inexactitude des motifs qui sous tendent cette décision du préfet et d'autre part du défaut de sa notification ;

Considérant que Maître Alexandrine Saïzonou-Bédié et Maître Cosme Amoussou respectivement conseil du préfet de l'Atlantique et celui des intervenants soutiennent que la décision préfectorale attaquée est intervenue pour rectifier une irrégularité et est par conséquent fondée ;

Considérant que de l'examen des pièces produites par les parties au dossier, il apparaît que la parcelle initiale du requérant et celle de dame GANVIEHOUNTIEN HEBEEKPON ont été toutes relevées dans la zone où se situe la parcelle recasé A du lot 911 ;

Considérant que ni le requérant, ni les héritiers de feu GANVIEHOUNTIEN n'ont rapporté la preuve matérielle de l'attribution de la parcelle A du lot 911 à son ou leur profit en dehors des arrêtés préfectoraux habilitant l'un et réhabilitant les autres dans leur droit d'occupation de ladite parcelle ;

Considérant que les états de recasements préparés par les services techniques en charge desdites opérations produits au dossier font ressortir que GANVIEHOUNTIEN HEBEEKPON est retenue pour être recasée sur la parcelle A du lot 911 de Agbodjèdo tandis que le sieur HOUNYE Edmond est retenu pour être recasé sur la parcelle P du lot 915 de Agbodjèdo ;

Que l'arrêté n°2/353/DEP/ATL/CAB/SAD du 12 juin 2001 bien qu'erroné vient confirmer que le sieur HOUNYE Edmond n'avait pas été au préalable recasé sur la parcelle A du lot 911 de Agbodjèdo et que l'arrêté n°2/20/DEP-ATL/CCAB/SAD du 27 février 2003 pris par le Préfet en rectification de ce dernier dispose en son article 2 que la parcelle querellée est retirée à Monsieur Affokpé TOTINDA et non à dame GANVIEHOUNETIEN initialement retenue pour occuper la parcelle A du lot 911 ;

Mais considérant que de l'examen des ces différents arrêtés pris par l'administration, il est apparu que la parcelle querellée n'a été formellement retirée à Monsieur AFFOKPE et attribuée au sieur HOUNYE Edmond que par l'arrêté rectificatif du 27 février 2003 ;





88

Que c'est ce dernier arrêté, que les héritiers GANVIEHOUE TIEN soutiennent avoir attaqué devant la juridiction administrative sans en rapporter la preuve, qui a été abrogé par le Préfet de l'Atlantique dans son arrêté n° 2/268/DEP-ATL/CAB/SAD du 30 avril 2003, objet du présent recours ;

Considérant que l'Administration a le droit de retirer un acte individuel qu'elle a pris illégalement, quand bien même cet acte aurait créé des droits à condition que sa décision de retrait intervienne dans le délai du recours administratif ;

Considérant que dans le cas d'espèce l'arrêté n°2/20/DEP-ATL/CAB/SAD du 27 février 2003 a créé des droits au sieur HOUNYE Edmond ;

Que l'arrêté préfectoral, objet du présent recours qui vient l'abroger est intervenu le 30 avril 2003, soit au-delà du délai de deux (02) mois qui est celui du recours administratif ;

Que par conséquent, et sans qu'il soit besoin d'examiner les moyens développés par le requérant, il échet de le déclarer fondé à soutenir que la décision attaquée est entachée d'illégalité ;

PAR CES MOTIFS,

DECIDE :

Article 1^{er} : Le recours en date du 30 juin 2004 de monsieur Hounyè Edmond, tendant à l'annulation de l'arrêté n° 2/268/DEP-ATL/CAB/SAD du 31 avril 2003 pris par le préfet du département de l'Atlantique, est recevable.

Article 2 : Ledit arrêté est annulé

Article 3 : Les frais sont à la charge du Trésor Public.

Article 4 : Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur Général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (chambre administrative) composée de :



Jérôme O. ASSOGBA, Conseiller de la chambre administrative,

PRESIDENT ;

Eliane R. G. PADONOU
et

Etienne FIFATIN

CONSEILLERS

Et prononcé à l'audience publique du jeudi huit novembre deux mille sept, la chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Lucien Aristide DEGUENON,
MINISTRE PUBLIC ;

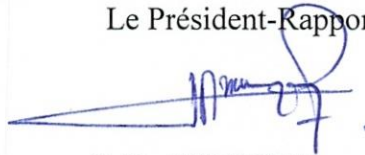
Geneviève GBEDO,

GREFFIER ;

Ont signé

Le Président-Rapporteur,

Le greffier,



J. O. ASSOGBA.-

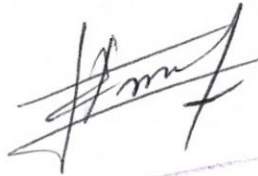


G. GBEDO.-

DE - GRATIS

Enregistré à Cotonou le 18-12-07
Bo 20 Case 6261
Recu GRATIS

L'Inspecteur de l'Enregistrement



Antoinette M. L. AGO



